

# Paris et Berlin avec les yeux du futur

Par Jacques Cheminade

Voici le quarantième anniversaire du traité de l'Elysée, que Charles de Gaulle et Konrad Adenauer signèrent pour donner un horizon à leur combat. Aujourd'hui le temps est enfin venu de bâtir cette « cathédrale européenne » évoquée par de Gaulle le 12 juin 1965, à Bonn.

## L'occasion à saisir

Les rapports de force ne peuvent définir l'Europe, ils ne peuvent conduire qu'à une soumission à la loi des marchés, des oligarchies financières et du court terme. Nous en sommes encore là. Il faut en sortir.

L'occasion nous est aujourd'hui offerte. En effet, voici **la coopération franco-allemande relancée, du moins au niveau des intentions affichées.** L'Union européenne ne veut pas la guerre en Irak. La France et l'Allemagne ont adopté une initiative institutionnelle commune. Les dirigeants de deux pays ont également arrêté le texte d'une déclaration politique qui proposera des projets communs. Paris et Berlin réfléchissent aussi à un aménagement du pacte de stabilité européen. François Fillon, notre ministre des Affaires sociales, a expliqué : « Reste à lever les vents d'une croissance européenne, voire euro-atlantique, que le couple franco-allemand, désormais affermi, peut être en mesure de susciter en transcendant les scénarios trop orthodoxes du pacte de stabilité. » Jamais un tel langage n'aurait été tenu, du moins en public, il y a quelques mois.

Cependant, nous sommes loin, très loin de ce qui est nécessaire.

## L'horizon à définir

C'est l'effondrement du système financier et monétaire international qui est la première épreuve pour le moteur franco-allemand. Agir comme s'il n'existait pas serait suicidaire.

Pour commencer, il s'agit de se battre ensemble pour **un nouveau Bretton Woods, un nouvel ordre financier et monétaire international**, qui mette hors d'état de nuire, c'est-à-dire en règlement judiciaire, les agents financiers spéculateurs et l'ensemble du système destructeur du FMI.

**De véritables banques nationales, contrôlées par les citoyens**, doivent se substituer aux banques privées et aux banques centrales, aujourd'hui contrôlées par des banquiers et des bureaucrates et émettrices de fausse monnaie.

Ces sont ces banques nationales qui doivent **émettre des crédits à long terme et faible taux d'intérêt** pour financer de grands projets, pouvant seuls assurer la reprise mondiale : ponts, ports, réseaux de transports rapides, corridors de développement Ouest-Est et Nord-Sud faisant rayonner autour d'eux le progrès technologique.

Utopie ? Tout le contraire, pour deux raisons principales.

La première est que le système actuel mène droit dans le mur, droit à une dépression généralisée dont on ne pourra sortir que par le progrès mutuel que nous définissons, ou par des guerres à durée indéterminée, comme le veulent les faucons anglo-américains, les Wolfowitz, les Perle, les Libby, soutenus par le vice-président américain Cheney et le ministre de la Défense Rumsfeld. En un mot, **le choix est aujourd'hui, comme en 1929, entre une politique à la Roosevelt ou un nouveau fascisme.** Ce débat est ouvert en Allemagne, notre devoir est de lui apporter une réponse européenne et mondiale.

La seconde est **qu'il ne s'agit pas d'une politique nouvelle. Le New Deal de Roosevelt ou la politique de reconstruction de l'après-guerre**, avec le Kreditanstalt für Wiederaufbau allemand ou le Fonds national de modernisation et d'équipement de Jean Monnet, **constituent des réponses imparfaites, mais qui ont fait leurs preuves.** Il faut simplement faire mieux avec la même intention.

Enfin, une telle politique trouvera naturellement des alliés en Asie. La Chine, la Russie et l'Inde agissent actuellement dans la logique d'un triangle stratégique de développement. Pour l'Europe, nos marchés se trouvent dans cette région. Economiquement et politiquement, nous devons donc lui tendre la main, pour constituer **un pont terrestre eurasiatique, fondé sur de grands projets « de l'Atlantique à la mer de Chine ».**

Là est la voie **d'une grande politique extérieure franco-allemande**, de nature à assurer la paix par le développement mutuel.

Elle suppose d'abord de **suspendre le traité de Maastricht et le pacte de stabilité européen**, qui empêchent l'Etat d'émettre du crédit-monnaie en faveur des grands projets. Il faut immédiatement rétablir cette possibilité (système de « paiements différés », comme ce fut le cas au sein du plan Marshall, les apports des projets eux-mêmes permettant de « rembourser » les « avances » publiques).

Elle suppose ensuite de **faire face à l'oligarchie militaro-financière anglo-américaine.** Il faut dire au peuple américain que les Etats-Unis doivent revenir à leur authentique tradition, celle d'Abraham Lincoln et d'Henry Carey, plutôt que de se lancer dans d'absurdes guerres.

Dans ce combat, **l'alliance franco-allemande s'accordera naturellement aux efforts de Lyndon LaRouche, aux Etats-Unis et dans le monde.** Car il est le seul à redéfinir une « nouvelle donne » pour le XXIème siècle, à comprendre ce que signifie l'enjeu des institutions présidentielles américaines.

Une France et une Allemagne faisant réellement cause commune, redonnant sa vigueur à l'Europe, refondant la paix, pensant au-delà d'elles-mêmes : n'est-ce pas là le « rêve

américain » des Français, des Allemands et de tous les Européens qui se rassemblèrent pour faire la Révolution américaine au XVIIIème siècle ? N'est-ce pas aussi le rêve de ceux qui se battirent contre le nazisme au XXème siècle ?

N'est-il pas temps de reprendre ce rêve ?

L'inauguration du maglev allemand (train à lévitation

magnétique) à Shangäi, nos centrales nucléaires dans les pays du Sud, doivent être l'amorce de bien d'autres projets de technologies du futur à mettre en place, pour le bien commun des peuples, sous contrôle du citoyen et en tenant le « pari » des financements nécessaires.

Ne pas le faire conduirait au désastre.

# Ein Großer Plan für Frankreich und Deutschland

Von Helga Zepp-LaRouche,  
Bundesvorsitzende der Bürgerrechtsbewegung Solidarität (BüSo)

Im Rahmen der Wahlkampagne in Hessen und Niedersachsen, bei denen unsere Schwesterpartei Bürgerrechtsbewegung Solidarität — BüSo — kandidiert, hat Helga Zepp-LaRouche die europäischen Nationen aufgerufen, sich aktiv an der Entwicklung der Eurasischen Landbrücke zu beteiligen. Sie betont die besondere Rolle Deutschlands und Frankreichs bei diesem Projekt. Es folgt ein Auszug:

Am 22. Januar jährt sich der deutsch-französische Freundschaftsvertrag zum vierzigsten Mal. Dieser sog. Elysée-Vertrag, den Adenauer und de Gaulle 1963 als Grundlage einer gemeinsamen Außenpolitik abschlossen, kann auch heute eine entscheidende Rolle für die Überwindung der Krise spielen. Wenn Frankreich und Deutschland gemeinsam den Ausbau moderner Infrastruktur als Teil der Eurasischen Landbrücke beschließen, wird sich Italien diesem Entwicklungsmotor zweifellos ebenso anschließen wie der gesamte restliche europäische Kontinent.

Wenn Frankreich und Deutschland sich gemeinsam darauf verständigten, daß der Maastrichter Vertrag und der Stabilitätspakt aufgrund der Krise ausgesetzt werden müßten, wird genau dies geschehen, und Italien und die anderen Staaten werden folgen. Immerhin hat EU-Präsident Prodi den Maastrichter Vertrag bereits als „dumm“ bezeichnet. Und wenn Frankreich und Deutschland wieder zu ihrer Identität als Industrienationen und zu der Effizienz zurückfinden wollen, die uns die Chinesen gerade in Shanghai demonstriert haben, dann müssen wir, gemeinsam mit Frankreich, das schon ungeheure Gestrüpp von ökologischen Gesetzen, Be-

stimmungen, Vorschriften und bürokratischen Genehmigungsverfahren auf Eis legen. Wenn Deutschland und Frankreich als Teil des 40jährigen Jubiläums des Elysée-Vertrages beschließen, daß dieses ökologische Gesetzesgestrüpp, die Finanzliberalisierung der letzten 35 Jahre und das monetaristische, wachstumsabwürgende Korsett von Maastricht aufgrund der Krise kurzerhand außer Kraft gesetzt wird, dann wird dies auch geschehen. Wenn die Krise überwunden ist, aber nur dann, kann man den Sinn oder Unsinn dieser Bestimmungen neu beraten.

Alte Freundschaften, wie die, die von Adenauer und de Gaulle zwischen Deutschland und Frankreich begründet wurde, haben oft über längere Zeiträume ihren Sinn in kleinen, überschaubaren Bereichen wie Jugendaustausch, Sprachenförderung usw. Manchmal aber werden diese Freundschaften mit der Herausforderung konfrontiert, gemeinsam größere Aufgaben für andere zu übernehmen. Genau das ist heute der Fall, wenn Frankreich im Januar und Deutschland im Februar den Vorsitz im UN-Sicherheitsrat übernehmen, den beiden Monaten, in denen es vor allem darauf ankommen wird, den Krieg gegen den Irak zu verhindern. Eine solche gemeinsame große Aufgabe ist aber auch die infrastrukturelle und wirtschaftliche Integration Eurasiens als Politik der Friedenssicherung in Eurasien.

Also, packen wir es an! Über diese zukunftsentscheidenden Fragen brauchen wir eine nationale Debatte in Deutschland, aber auch in Frankreich.

## DEUX DATES À RETENIR:

- 1) 28 janvier: Conférence internet de Lyndon LaRouche: <http://www.larouchein2004.com> à 19H
- 2) 5 février : Conférence à Paris sur «Une nouvelle mission pour l'alliance franco-allemande»

Ecrivez-nous ou consultez le site internet : [solidariteetprogres.online.fr](http://solidariteetprogres.online.fr)

M./Mme/Mlle \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal / Ville \_\_\_\_\_

Téléphone / e-mail \_\_\_\_\_

Profession ou qualité \_\_\_\_\_

22/01/03

## Solidarité & Progrès

8, rue du Faubourg Poissonnière - 75010 Paris - Tél : 01 40 03 00 12 - Fax: 01 40 03 04 98